

4. Nouvelles perspectives régionales 2007-2013

• Introduction

En collaboration avec le Bureau Fédéral du Plan et les deux autres organismes d'études régionaux (IWEPS et SVR), l'IBSA œuvre depuis près de trois ans à la mise en place du modèle de projection macroéconomique régional HERMREG. Un premier exercice de projection portant sur la période 2006-2012 a été commenté dans le baromètre de janvier 2008. Le présent chapitre propose un résumé des résultats obtenus lors de la nouvelle projection effectuée en 2008. Le modèle a depuis lors bénéficié d'améliorations (nouvelles projections démographiques, nouvelle estimation des flux de navetteurs, réestimation générale des équations). Le lecteur intéressé trouvera l'ensemble de l'analyse ainsi que les résultats détaillés sur le site de l'IBSA (www.statbru.irisnet.be).

Le modèle HERMREG est un modèle macro-économétrique de type "top down" : il s'appuie sur le modèle de projection macroéconomique national HERMES développé par le Bureau Fédéral du Plan. HERMREG répartit les résultats nationaux entre les trois régions belges sur la base d'une modélisation des dynamiques interrégionales observées dans le passé. Le modèle est aligné sur la comptabilité régionale publiée par la Banque Nationale de Belgique. Les dernières données disponibles pour les comptes régionaux couvrent

l'année 2006. Aussi, le modèle HERMREG produit actuellement une estimation des comptes pour les années 2007 et 2008 ainsi qu'une projection pour les années 2009 à 2013.

Ces projections se basent sur la projection nationale de mai 2008. Sont prises en compte les conditions économiques, les perspectives internationales, et l'ensemble des actions politiques fédérales et régionales connues à cette date. Du fait de la rapide dégradation de l'environnement économique et financier mondial depuis le mois de mai, les impacts de la crise que traversent nos systèmes économiques et financiers ne sont dès lors pas fidèlement reflétés dans cette projection.

Les caractéristiques du modèle doivent inciter le lecteur à favoriser une perspective de moyen terme dans l'analyse des résultats. Il sera donc opportun de focaliser son attention sur les évolutions de tendances à l'horizon du modèle (2013) plus que sur les chiffres exacts proposés pour le début de période (2008-2009) qui sont plus du ressort de l'analyse conjoncturelle proposée par ailleurs dans ce baromètre. La dernière remarque se doit de ne pas être négligée dans l'interprétation des chiffres, les effets à moyen terme de la crise n'étant pas entièrement pris en compte.

• Activité Économique : analyse interrégionale et projection

Pour répartir entre les trois régions les valeurs des projections nationales, le modèle HERMREG recourt à la méthode dite "shift-share" : pour chaque région, l'évolution d'une variable donnée est décomposée en trois facteurs :

1. l'évolution de cette même variable au niveau national
2. l'impact de la composition sectorielle de la région (comparée à celle de la nation) sur l'évolution de la variable¹⁶
3. un effet dynamique propre à la région au sein de chaque secteur (qui découle donc de la différence, pour chaque secteur, de l'évolution régionale par rapport à l'évolution nationale).

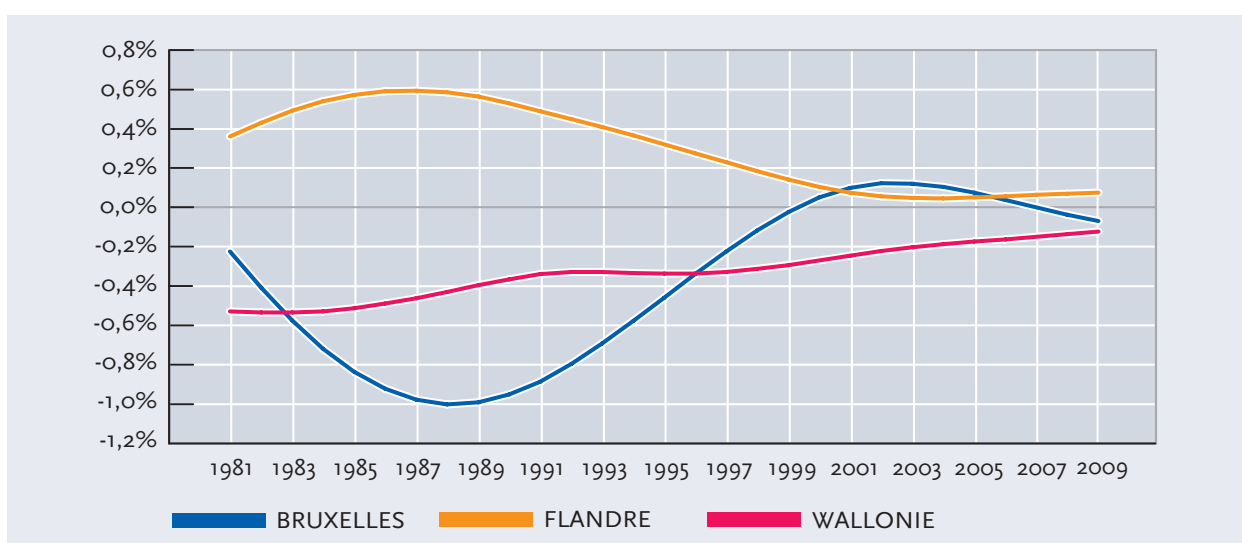
¹⁶ On suppose que dans chaque secteur, l'évolution est identique à l'évolution nationale dans ce secteur. Seuls les poids des secteurs différents dans les trois régions influencent donc ce facteur.

Le premier facteur évoqué ci-dessus est fourni par la projection nationale, ainsi que les évolutions dans chaque secteur pour le deuxième facteur (la variation des poids relatifs des secteurs dans les différentes régions découlant des croissances sectorielles observées et n'étant pas en soi modélisé). C'est donc essentiellement le troisième facteur qui est l'objet de la modélisation économétrique dans HERMREG.

L'élaboration du modèle a nécessité la constitution de séries chronologiques longues pour un ensemble de variables régionales¹⁷. L'étude de ces séries pré-

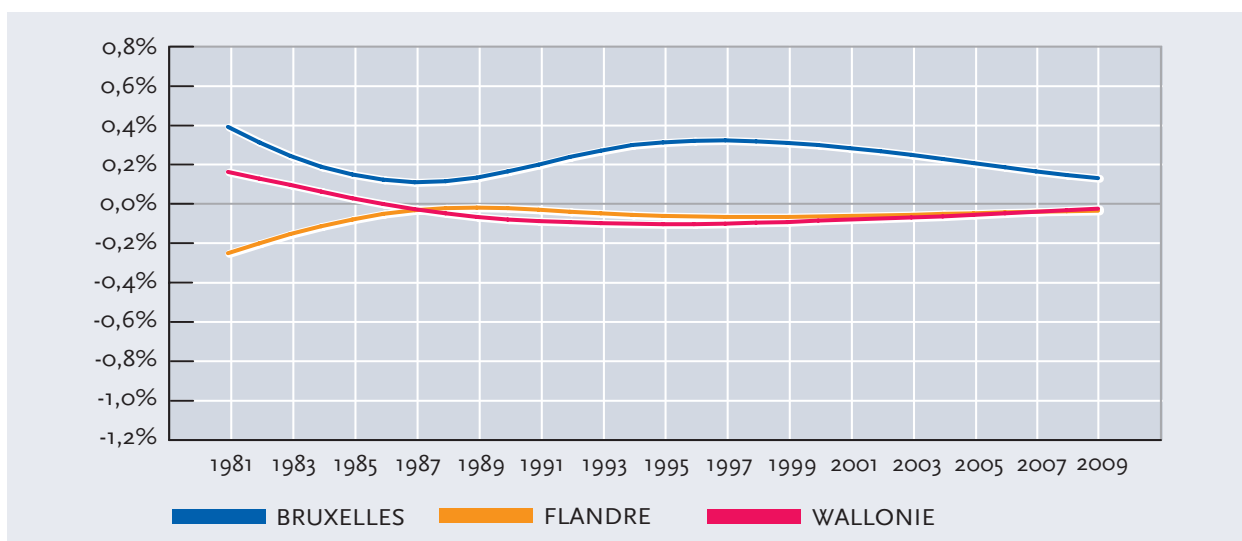
sente en soi un intérêt certain¹⁸. En particulier, il est possible d'analyser la part de la structure sectorielle spécifique de la région dans l'explication de ses performances économiques comparées, tout comme la part de la dynamique régionale propre en neutralisant cet effet de structure. Les graphiques suivants montrent ainsi la décomposition du différentiel de croissance de la valeur ajoutée entre les trois régions (graphique 22) (référence : croissance nationale), en une part due aux structures sectorielles différentes (graphique 23) et une part due aux dynamiques régionales différentes (graphique 24).

GRAPHIQUE 22: Différentiel de croissance de la valeur ajoutée par rapport au Royaume (en volume)



Source: HERMREG.

GRAPHIQUE 23: Effet de la structure sectorielle sur le différentiel de croissance (en volume)

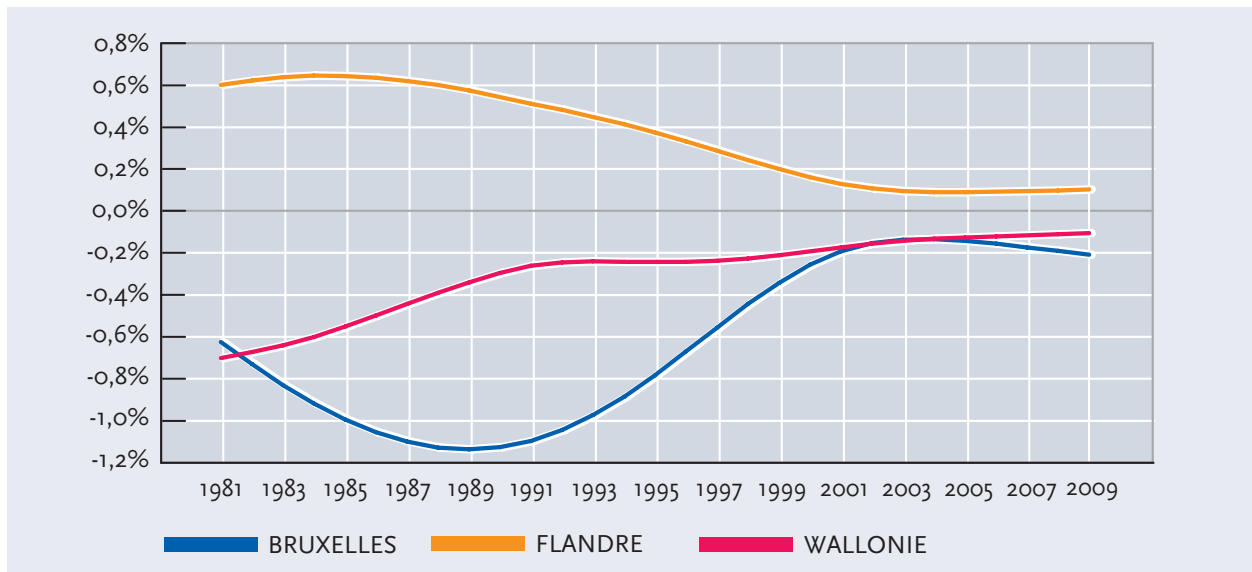


Source: HERMREG.

¹⁷ Valeur ajoutée, investissements, emploi, rémunérations

¹⁸ Pour l'ensemble de l'étude et les données détaillées, le lecteur se référera utilement à «Vingt-cinq ans d'évolutions régionales – Un aperçu au départ de la base de données du modèle HERMREG» (http://www.bruxelles.irisnet.be/fr/entreprises/maison/statistiques/analyses_et_statistiques/publications/dossiers_analyse.shtml).

GRAPHIQUE 24: Effet dynamique propre sur le différentiel de croissance (en volume)



Source: HERMREG.

On constate que, pour Bruxelles, le différentiel de croissance par rapport au Royaume s'est creusé entre 1980 et 1991, pour culminer à 1 % de retard au début des années 1990, et ensuite se résorber graduellement et devenir légèrement positif au début des années 2000. La projection prévoit à l'horizon 2013 un retour à une situation légèrement moins favorable par rapport au Royaume.

Le graphique 23 montre la part de ces différences due explicitement à la structure sectorielle spécifique de Bruxelles (fortement tertiaire, et dans le secteur tertiaire, largement influencée par les services financiers). On y constate que l'effet structurel est toujours en faveur de la Région bruxelloise, autrement dit les activités de Bruxelles-Capitale sont concentrées dans des secteurs qui globalement au niveau du Royaume, croissent plus rapidement que la moyenne. Cet effet est le plus important au début des années 1980 et vers l'an 2000. Il va en se résorbant dans la projection à l'horizon 2013 du fait entre autres de la tertiarisation à l'œuvre dans les deux autres régions, qui rend le profil de Bruxelles un peu moins spécifique avec le temps. Cet effet positif est presque exclusivement le fait du secteur financier, fort présent à Bruxelles et dont la croissance a été très soutenue, alors que la faible part de l'industrie tend à peser négativement sur cet indicateur et contrebalance partiellement l'effet du secteur financier.

Ainsi, malgré une structure sectorielle plus avantageuse, le différentiel de croissance avec le Royaume est au désavantage de Bruxelles. Ceci transparaît dans le graphique 24, qui représente l'effet dynamique propre à chaque région, indépendamment de sa structure sectorielle. Globalement, les résultats bruxellois sont les moins favorables des trois régions. L'effet dynamique propre est négatif dès le début de la période d'analyse, et se creuse pour expliquer jusqu'à 1,1 % de déficit de croissance par rapport au Royaume au début des années 1990. Ce déficit spécifique se résorbe par la suite jusqu'au début des années 2000 où il n'est plus que de 0,13 %.

Concernant la projection 2009-2013, la tendance est légèrement défavorable. Ceci résulte d'une contribution très négative du secteur "autres services marchands" et dans une moindre mesure des secteurs "commerce et horeca" et "industrie" alors que les secteurs "crédit et assurance" ainsi que dans une moindre mesure "énergie" et "transport et communication" atténuent le résultat global par leur contribution positive. L'aspect préoccupant provient du secteur "autres services marchands", sachant que ce secteur est le moteur principal de l'économie belge (il est la source principale de croissance des deux autres régions) et représente 25 % de la valeur ajoutée bruxelloise, mais qu'apparemment son potentiel de croissance n'est pas exploité dans la Région. Il est

difficile de tirer des conclusions explicites des données forcément très agrégées de l'exercice HERMREG, mais une investigation plus poussée de ce point pourrait être bénéfique au pilotage économique global de la Région.

Notons pour terminer que le secteur "crédit et assurance", à la fois surreprésenté à Bruxelles, et croissant globalement plus vite à Bruxelles que dans le reste du royaume, a montré de manière assez naturelle une forte sensibilité aux précédentes crises économiques (1993, 1998, 2003). On

peut donc s'attendre à ce que la Région "paye" cette spécificité sectorielle – très positive en moyenne – dans les mois qui viennent. Il n'est pas irréaliste de penser que le secteur "crédit et assurance" présente une croissance de valeur ajoutée négative en 2009, alors qu'il contribuait en moyenne à hauteur de 0,75 % aux 2,3 % de croissance moyenne de la valeur ajoutée entre 2000 et 2006 dans la Région.

Les données résumées comparatives de l'activité économique sont reprises dans le tableau 9.

TABLEAU 9: Principaux indicateurs de l'activité économique

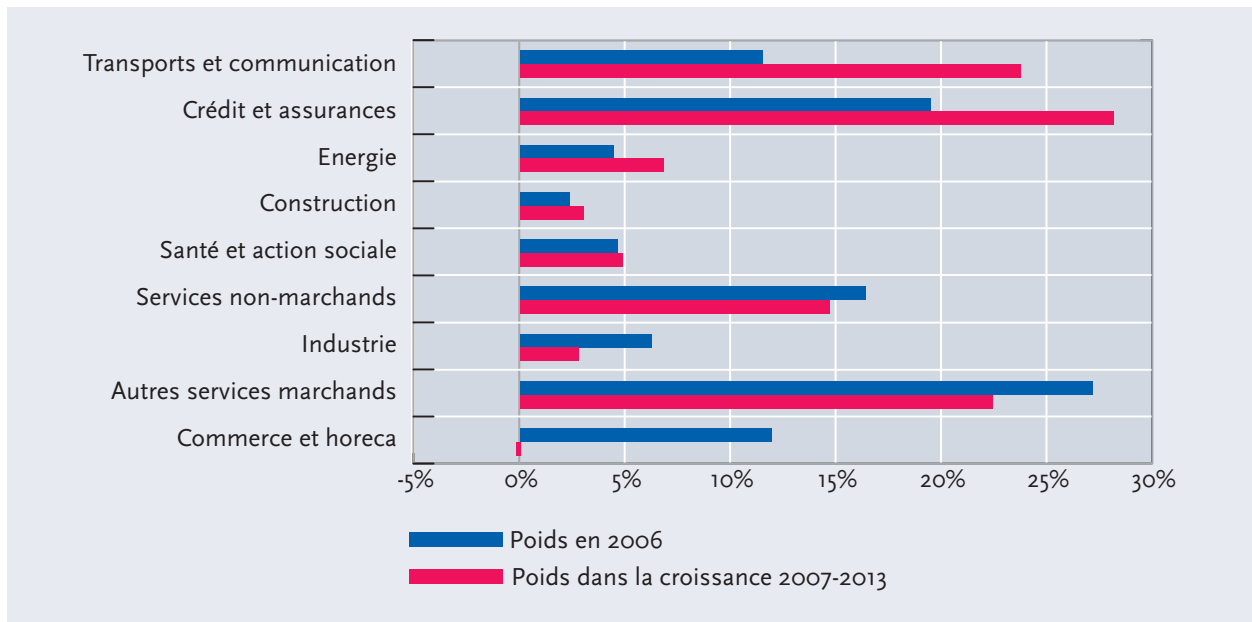
	Moyennes		
	1993-1999	2000-2006	2007-2013
PIB en volume, taux de croissance (%)			
Royaume	1,9	2,1	2,1
Région de Bruxelles-Capitale	1,9	2,3	1,9
Région flamande	2,5	2,1	2,2
Région wallonne	1,6	1,9	2
Formation brute de capital fixe en volume, taux de croissance (%)			
Royaume	2,4	2,6	3,4
Région de Bruxelles-Capitale	0,3	3,8	2,8
Région flamande	3,2	2,4	3,5
Région wallonne	2,5	2,2	3,6

Source: HERMREG.

La croissance du PIB bruxellois à l'horizon 2013 provient massivement des services marchands, en particulier "Transport et Communications", "Crédit et Assurance" et "Énergie". Le graphique 25 montre la relation entre le poids de chaque secteur dans la valeur ajoutée en 2006 et le poids dans l'évolution de la valeur ajoutée sur la période 2007-2013. Il permet de juger des évolutions de structure : là où le poids dans l'évolution de la

valeur ajoutée est supérieur au poids dans la valeur ajoutée en 2006, la part du secteur va aller croissant, et réciproquement. Ceci confirme la spécialisation accrue dans les trois domaines cités ci-dessus, alors que "l'industrie", "les autres services marchands", et "le commerce et horeca" vont voir leur poids diminuer dans l'activité économique de la Région.

GRAPHIQUE 25: Poids sectoriel dans la valeur ajoutée et évolution (% du total)



Source: HERMREG.

Globalement, la projection à l'horizon 2013 peut s'interpréter comme un retour au niveau de croissance potentiel après une période 2000-2006 d'expansion plus rapide, particulièrement en Région bruxelloise. En effet, celle-ci a en moyenne crû plus vite que le Royaume au début des années 2000, soutenue par des investissements importants. Par contre, la fin de cette décennie et le début de la suivante devraient être marquées par la fin de ce mouvement, la croissance revenant vers sa tendance de long terme à Bruxelles. Celle-ci s'établit à 1,75 % en moyenne annuelle sur les 25 dernières années, les deux autres régions montrant une expansion un peu plus rapide. Les écarts

régionaux devraient cependant rester faibles, indiquant une forme de convergence en termes de croissance économique dans le Royaume.

En gardant à l'esprit les limites de l'exercice énoncées en introduction, le modèle indique un tassement plus net de la croissance à court terme dans les trois régions du pays. Suite à l'irruption de la crise financière, il semble probable que ce tassement soit plus accentué que prévu en 2009 et qu'un effet de « rebond » se fasse sentir au sortir de la crise. L'amplitude et la chronologie exacte de ces effets sont difficiles à estimer à l'heure actuelle.

• Emploi et Marché du Travail : nouvelles perspectives démographiques

Le modèle HERMREG bénéficie des projections démographiques et d'offre de travail détaillées par région effectuées par le Bureau Fédéral du Plan. Ces projections ont été mises à jour en 2008¹⁹. Celles-ci sont confrontées à la demande de travail

(emploi intérieur) estimée économétriquement, en tenant compte des flux de navetteurs, eux aussi estimés dans HERMREG, pour donner une image globale du marché du travail dans les trois régions.

¹⁹ «Perspectives de Population 2007-2060», Planning Paper 105, Bureau Fédéral du Plan

TABLEAU 10: Indicateurs démographiques

	2006	2007	2008	2009	2010-2013	Moyennes		
						1993-1999	2000-2006	2007-2013
1. Croissance de la population totale [%]								
Royaume	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,3	0,4	0,7
Région de Bruxelles-Capitale	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	0,1	1,0	1,3
2. Croissance de la population d'âge actif (15-64 ans) [%]								
Royaume	0,9	0,9	0,8	0,6	0,4	0,1	0,5	0,6
Région de Bruxelles-Capitale	1,5	1,5	1,4	1,3	1,2	0,2	1,2	1,3
3. Taux d'activité, définition BFP (1)(2) [%]								
Royaume	72,5	71,9	71,7	71,9	73,0	68,5	71,7	72,2
Région de Bruxelles-Capitale	71,4	70,8	70,3	70,2	70,4	65,7	70,0	70,3
4. Croissance de la population active (15 ans et plus), définition BFP [%]								
Royaume	0,8	0,2	0,5	0,8	0,8	0,8	1,0	0,7
Région de Bruxelles-Capitale	2,1	0,6	0,6	1,3	1,3	0,5	2,3	1,1

(1) Population active (15 ans et plus) par rapport à population d'âge actif (15-64 ans).

(2) La valeur en fin de période, soit 2013, est présentée dans la colonne 2010-2013.

Source: HERMREG.

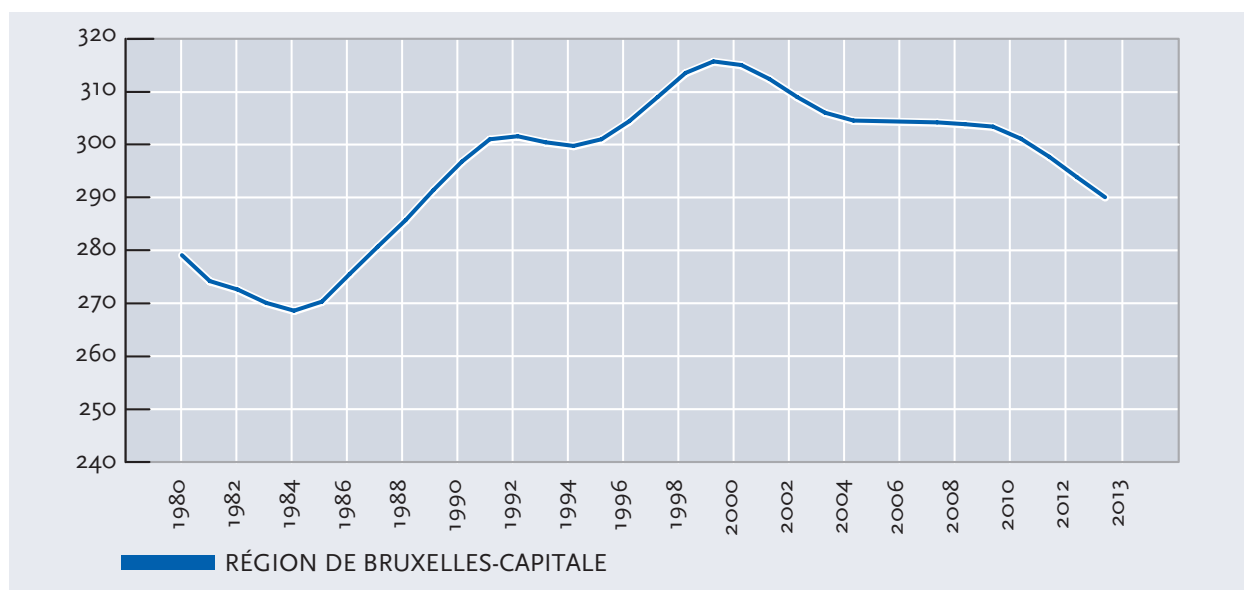
L'évolution démographique projetée (tableau 10) montre un accroissement nettement plus rapide de la population à Bruxelles par rapport aux autres régions, expliqué par le fait que Bruxelles est la porte d'entrée de l'immigration internationale en Belgique et que sa population est relativement plus jeune et plus fertile.

Pour les mêmes raisons, la population d'âge actif devrait croître également plus rapidement à Bruxelles que dans le reste du royaume, avec 1,3 % en moyenne annuelle. Cependant, la population active devrait croître moins rapidement (1,1 %), son évolution étant tempérée dans la projection par plusieurs facteurs : les populations quittant Bruxelles pour s'installer dans une autre région sont typiquement dans une tranche d'âge montrant un fort taux d'activité, alors que les populations plus jeunes, surreprésentées à Bruxelles, montrent un taux d'activité assez bas. Aussi, le taux d'activité devrait légèrement baisser en projection par rapport à sa valeur de 2006.

Cette augmentation de l'offre de travail intérieur est tempérée dans la projection par une baisse des

flux nets de navetteurs. Les flux de navetteurs entre régions sont modélisés en fonction des conditions économiques et du marché du travail dans les régions de départ et d'arrivée des navetteurs. L'augmentation de l'offre de travail projetée en Flandre et en Wallonie, ainsi que la croissance économique dans ces deux régions supérieure à celle de Bruxelles à l'horizon 2013, impliquent ainsi une diminution des navettes entrantes modélisées (graphique 26). Relevons que ces projections ne tiennent pas compte de la microstructure du marché du travail. En particulier, l'inadéquation des qualifications n'est pas prise en compte, alors que si elle persiste, celle-ci pourrait tempérer l'évolution prévue : les emplois qualifiés dont de nombreux se trouvent naturellement localisés dans la capitale, continueront à être pourvu par des travailleurs des deux autres régions même en cas d'amélioration nette du marché du travail dans ces deux régions. Notons à ce sujet que le marché du travail est déjà très tendu en Flandre, ce qui n'empêche pas d'important flux de navetteurs à destination de Bruxelles.

GRAPHIQUE 26: Évolution des flux de navettes nets (entrants moins sortants)



Source: HERMREG.

En conclusion, l'offre totale de travail (population active plus navetteurs nets) devrait continuer à augmenter, mais à un rythme moins élevé que dans le reste du Royaume du fait de cet affaiblissement du flux de navettes.

La demande de travail (emploi intérieur) est projetée sur base d'estimations économétriques. À partir du tableau 12, on peut observer que l'évolution à Bruxelles devrait rester positive sur l'ensemble de la projection, mais avec un taux de croissance inférieur au reste du Royaume. Comme par le passé, la croissance économique serait le reflet à Bruxelles plus largement qu'ailleurs d'une augmentation de la productivité moyenne par tête, plus que d'une augmentation de l'emploi (tableau 11). Cet effet s'explique par la spécialisation progressive relevée plus haut dans les secteurs "transport et communication" "énergie" et "crédit et assurance", qui présentent une très forte productivité, plus que par des gains de productivité plus élevés par secteur par rapport au reste du royaume.

L'évolution des salaires est, dans le scénario retenu, fonction de l'évolution salariale anticipée chez les principaux partenaires commerciaux de la Belgique. Les coûts salariaux réels en Région bruxelloise reprennent leur croissance après une période 2000-2006 plutôt stable. En moyenne, l'augmentation des salaires par tête suit l'augmentation de la productivité par tête, résultant en l'absence de gain de productivité unitaire. Cependant, dans les trois secteurs moteurs "Énergie", "Transport et Communication" et "Crédit et Assurance", la productivité augmente largement plus vite que les coûts salariaux entre 2007 et 2013, garant du maintien de la compétitivité de ces secteurs. La situation est opposée pour "Commerce et Horeca", "Santé et Action Sociale" et "Autres Services Marchands", ce dernier secteur reprenant les emplois "titre services". Ces secteurs de service souvent à faible qualification montrent en général une productivité basse, d'où la dominance de l'effet salaire.

TABLEAU 11: Productivité et coût salarial

	2006	2007	2008	2009	2010- 2013	Moyennes		
						1993-1999	2000-2006	2007-2013
1. Productivité réelle par tête (branches d'activité marchande) (1)								
Royaume	1,5	0,4	0,3	0,8	1,3	1,6	1,3	1,0
Région de Bruxelles-Capitale	0,9	0,6	0,5	0,9	1,7	2,0	1,8	1,2
Région flamande	1,9	0,4	0,2	0,8	1,3	1,6	1,2	0,9
Région wallonne	0,9	0,3	0,5	0,8	1,3	1,4	1,2	1,0
2. Coût salarial réel par tête (branches d'activité marchande) (1) (2)								
Royaume	0,2	0,3	-1,0	0,7	1,6	0,8	-0,1	0,9
Région de Bruxelles-Capitale	0,6	0,9	-0,4	1,3	1,7	0,6	0,0	1,2
Région flamande	0,2	0,3	-1,1	0,7	1,78	1,0	0,0	0,9
Région wallonne	-0,1	0,1	-1,2	0,6	1,6	0,7	-0,2	0,8

(1) Taux de croissance en pour cent.

(2) Etant donné l'absence de données régionales relatives aux subventions salariales, le coût salarial considéré dans le modèle Hermreg est un coût salarial déduction faite des subventions salariales.

Source: HERMREG.

L'emploi intérieur croît ainsi en projection de 0,6 % en moyenne par an sur la période courant jusqu'en 2013 (soit 30 000 créations d'emploi anticipées sur l'ensemble de la période), contre 1 % annuel à l'échelle de la Belgique. Cependant, la diminution des flux de navettes devrait permettre à la population bruxelloise de plus largement profiter de cette demande de travail, avec une augmentation annuelle moyenne de la popu-

lation active occupée de 1,6 %. Insistons à nouveau sur le fait que cette analyse ne tient pas compte des problèmes d'inadéquation de qualification, et peut donc être perçue comme trop "mécanique" au regard de la situation bruxelloise. En gardant ces réserves à l'esprit, on peut constater que le taux de chômage serait ainsi ramené à 19,4 % en 2013 contre 21,3 % en 2007.

TABLEAU 12: Indicateurs du marché du travail

	2006	2007	2008	2009	2010- 2013	Moyennes		
						1993-1999	2000-2006	2007-2013
1. Emploi intérieur (variation en pourcent)								
Royaume	1,2	1,6	1,1	0,8	0,9	0,5	0,9	1,0
Région de Bruxelles-Capitale	1,1	1,0	0,6	0,6	0,5	0,0	0,8	0,6
Région flamande	1,4	1,8	1,3	1,0	1,0	0,8	1,0	1,2
Région wallonne	0,9	1,6	1,1	0,7	0,8	0,1	0,9	1,0
2. Population active occupée (de 15 ans et plus) (variation en pourcent)								
Royaume	1,3	1,7	1,2	0,9	0,9	0,5	0,9	1,1
Région de Bruxelles-Capitale	2,2	1,9	1,2	1,2	1,8	-0,4	2,1	1,6
Région flamande	1,3	1,7	1,2	0,9	0,9	0,8	0,8	1,1
Région wallonne	0,9	1,4	1,0	0,7	0,8	0,2	0,9	0,9
3. Taux de chômage, définition BFP (1)								
Royaume	13,8	12,6	12,0	12,0	11,6	14,0	13,6	11,9
Région de Bruxelles-Capitale	22,3	21,3	20,9	21,0	19,4	20,5	21,3	20,5
Région flamande	9,4	8,1	7,5	7,3	6,5	11,0	9,7	7,1
Région wallonne	19,3	18,2	17,6	17,9	18,5	17,7	18,5	18,1

(1) La valeur en fin de période, soit 2013, est présentée dans la colonne 2010-2013.
Source: HERMREG.

• Conclusion

En guise de conclusion, il nous semble important de rappeler que le modèle HERMREG, en tant que modèle économétrique, a pour vocation de fournir des projections basées sur les comportements observés dans le passé. Comme tel, il n'est pas à même d'intégrer des changements structu-

rels futurs importants, ni de tenir compte d'inflexions non anticipées dans les politiques régionales et fédérales. Les projections commentées ci-dessus doivent ainsi être analysées comme un état des lieux toutes choses restant égales par ailleurs.